

Rapport 2009-2011 des Etudiants Réfugiés Ivoiriens au Sénégal

Monsieur/Madame,

Nous venons à vous pour vous expliquer les différents maux auxquels sommes confrontés au Sénégal. Après moult tractations envers le HCR pour trouver une solution durable nous nous sommes enfin décidés de vous écrire.

Ce moment est un moment très décisif pour nous, car nous avons décidé de rompre avec le silence pour exhiber aux yeux du monde entier, les conditions de vie des réfugiés de manière générale et particulièrement celle des étudiants réfugiés ivoiriens vivant au Sénégal.

Nous ne saurons débiter ce discours sans dire merci aux Organismes et tous ceux qui œuvrent pour une meilleure condition de vie des réfugiés.

Aussi nous avons une pensée pour tous les réfugiés du monde entier.

RAPPEL

En effet, à l'occasion de la crise socio politique survenue en Cote d'Ivoire en 2002, nous avons trouvé refuge dans les pays frontaliers à la Cote d'ivoire. Ce qui fait qu'aujourd'hui certains d'entre nous, avant d'arriver au Sénégal ont eu à séjourner au Mali et en Guinée Conakry.

Ainsi, nous nous sommes retrouvés au Sénégal en **janvier 2005 pour certains et pour d'autres en 2009 dans le cadre du Programme DAFI géré par le HCR**. Le programme DAFI (Albert Germain Academic Refugee Initiative) est financé par le gouvernement Allemand. C'est dans ce cadre donc que la République du Sénégal accueille les étudiants réfugiés de 7 pays de la sous Région (Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Guinée, Liberia, Mauritanie). Comme le stipule la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a son article 20 « **Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques** » nous nous sommes constitué en Association dans le but de défendre nos intérêts depuis 2009. **Ainsi nous sommes au nombre de 66 personnes.**

NOS PROBLEMES

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont multiples, mais nous les avons regroupés en trois grands points à savoir :

- Le problème d'éducation,
- Le problème de santé.
- Le problème d'insertion socio – professionnelle

A/ LE PROBLEME D'EDUCATION

Après des années d'études dans des conditions difficiles inimaginables, certains ont pu obtenir leurs diplômes, mais par contre d'autres n'ont pas pu terminer leurs études pour des raisons financières.

En effet, compte tenu de la cherté de la vie et l'arrêt brusque et prématuré de la bourse DAFI, certains ont été injustement privés de leurs diplômes faute d'avoir couronné leurs études. Pour vous dire combien de fois, il y a de dysfonctionnement aussi bien au niveau des critères d'octroi de la bourse d'étude qu'au niveau du paiement de la bourse pendant l'année académique. Le paiement de la bourse est caractérisé notamment par des retards intempestifs qui constituent un véritable goulot d'étranglement. Par ailleurs pour la rentrée 2011-2012 l'étudiant Ferdinand Kpan Zayneu inscrit a Amadou Hampaté Ba s'est vu retiré sa bourse injustement par l'OFADDEC .

B/PROBLEME DE SANTE

Nul n'ignore la place qu'occupe la santé dans la vie de l'être humain. Les étudiants sont confrontés a des nombreux problèmes car certains de nos camarades ont du arrêter les cours académiques a cause d'une prise en charge tardive .Notre prise en charge sanitaire est partielle. Par exemple, pour ceux qui sont a Saint-Louis on leur demande de se soigner ensuite ils seront remboursés alors que tel n'est plus le cas. Par ailleurs le B.O.S et O.F.A.D.EC nous demande de nous soigner dans les dispensaires et les centres de santé communautaires, mais pas des les cliniques ou auprès des spécialistes de la médecine. **Ainsi durant ces deux dernières années certains de nos camarades tels Kouamé Simplicie (paralysé des membres inférieurs) Sanogo Zoumana (atteint d'une maladie des nerfs) et Touré Brahima (atteint de troubles mentaux) on été négligés dans leurs traitements médicaux.**

C/ PROBLEME D'INTEGRATION LOCALE

Après les études, nous sommes confrontés à de sérieux problèmes d'intégration locale, surtout au plan d'insertion professionnelle. Il n'y a eu aucune mesure d'accompagnement pour faciliter notre insertion dans la vie active. Au Sénégal, le phénomène est inquiétant. Chaque Année plus de 100 000 étudiants diplômés sortent des universités Sénégalaises de toutes options et cycle confondu selon l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Jusque là nous n'arrivons pas à trouver de l'emploi et nous sommes abandonnés à nous-mêmes pour ceux qui ont terminés. Imaginez parmi nous, il y a des pères de famille qui ayant tout perdu pendant la crise ne savent plus où aller aujourd'hui. Il faut le noter, **le HCR Sénégal fuit sa responsabilité et exprime un manque de volonté pour nous appuyer.** Parmi nous, il y a toutes les compétences réunies : Ceux qui ont fait des études en finance, en gestion de projets et dans d'autres domaines. Même **le HCR refuse de nous appuyer en termes de financement de nos projets.**

Les réfugiés sont devenu leurs fonds de commerce.

En effet, sans nous les réfugiés, ils ne peuvent avoir de budgets, mais quand ils ont le budget, il n'est pas géré comme il se doit. **C'est-à-dire que ces budgets n'arrivent pas en réalité aux bénéficiaires.** La preuve en est que ces pseudo humanitaires, font comme si les fonds proviennent de leurs poches. Le triste constat que nous faisons c'est que certains agents du HCR et les travailleurs de l'OFADEC leur partenaire principal gèrent les structures comme leurs propres entreprises.

Le dernier recensement pour l'établissement des pièces d'identités des réfugiés au Sénégal, **montre que sur environ 5000 inscrit à Dakar et environs, seul 311 sont réellement des réfugiés et plus de 4000 bénéficient injustement des droits (assistance, santé, éducation etc) des réfugiés.**

LES MANQUEMENTS CONSTATES

- Manque de dialogue HCR-Réfugiés
- Délégation de leur mission première aux différents partenaires tels OFADEC (situé a West foire) ; le BOS(situé au Point E) et le PROGRAMME DAFI(situé a Hann Marriste 2)
- Non assistance aux personnes vulnérables (femmes ; enfants ; vieillards)
- Inaccessibilité des fonctionnaires du HCR
- Précarité permanente pour les étudiants réfugiés car une chambre à Dakar de 3m² coute au minimum 50 000f CFA ; Dakar étant considéré comme l'une des capitales les plus chères au monde
- Les réfugiés évoluent dans un vide juridique (visa de séjour de 3 mois pour des étudiants qui auront au moins 3 ans d'études pour certain et pas de visa d'entrée pour d'autres.)
- Titre de voyage de la convention de Genève inconnu des pouvoirs publics ce qui implique que les étudiants réfugiés se trouvent dans une prison à ciel ouvert (manque de mobilité)
- le fameux cas des anciens boursiers qui, depuis la fin de leurs études restent majoritairement sans emplois et sont livrés à eux-mêmes car plus de 100 000 étudiants Sénégalais sortent chaque année des universités pour affronter le marché de l'emploi
- Le manque de logement pour les réfugiés, car sur 25 000 réfugiés au Sénégal selon, il n'y a que 12 personnes qui sont logées à l'ancien centre médical à Reubess.
- **La gestion mafieuse et silencieuse du volet réinstallation** car nous ne connaissons pas sur quels critères le HCR se basent pour réinstaller certains alors que le **Manuel**

de réinstallation du HCR précise bien qu'après 7 ans passé dans un pays d'asile sans perspective nous sommes éligible à la réinstallation

- Le manque d'égard du HCR Sénégal pour la communauté Ivoirienne (depuis 2002 il se trouve que ce sont 5 personnes seulement qui ont bénéficié de la réinstallation dans certains pays tel que le Canada, les Etats Unis et la Norvège contrairement aux autres communautés comme la communauté Mauritanienne ou Congolaise qui voyagent par centaine)

Informations financières fournies par le HCR (source www.unhcr.org)

Le budget du HCR Sénégal en Dollar U.S

- 2010 était de 41 530 635 Dollar U.S
- 2011 était de 50 398 665 Dollar U.S
- 2012 il est de 47 765 876 Dollar U.S

POURQUOI NOTRE RETOUR AU PAYS DANS L'IMMEDIAT N'EST PAS ENVISAGEABLE ?

Bientôt sept ans hors du pays, et même si nous devons retourner dans nos pays d'asile (Mali et la Guinée) comme le prétend le HCR alors que nous étions majoritairement dans les camps de réfugié, où nous serons et comment nous vivrons ?

Les différents rapports sur l'état des droits de l'homme en Cote d'Ivoire après la prestation de serment du président Ouattara sont alarmants.

Effet, dans un rapport conjoint publié le 12 octobre 2011, les organisations humanitaires internationales à savoir Oxfam, Conseil Danois pour les réfugiés (DRC) et Care, avertissent qu'une crise humanitaire aux proportions significatives perdure six mois après la résolution de la crise politique dans le pays d'une part, et d'autre part, le rapport publié par Amnesty International le 28 juillet 2011 de 50 pages dont le titre est :

« Nous voulons rentrer chez nous, mais nous ne pouvons pas ». Insécurité et personnes déplacées en Côte d'Ivoire : une crise persistante.

Toujours est-il que ; après 8ans passés hors de notre pays est-ce que nous pouvons rentrés sans mesure d'accompagnement car nous avons vu l'échec du rapatriement des Mauritaniens qui retournent pour la plupart au Sénégal leur pays d'asile.

NOS DOLEANCES

- **LA BOURSE** nous sollicitons une augmentation substantielle de nos bourses
- **LA SANTE** La prise en charge totale des étudiants réfugiés malades à travers le remboursement des factures des ordonnances
- **DOCUMENTATION** Documenter tous les étudiants Réfugiés (Titre de Voyage de la Convention de Genève) pour éviter les arrestations policières, faciliter l'identification des étudiants pour certaines démarches administratives etc
- **L'OCTROI DES BOURSES D'ETUDE DU 3^e CYCLE (DOCTORAT)** Notre principal objectif s'inscrit dans la suite logique du système LMD (Licence, Master et Doctorat) afin de mieux répondre aux exigences du marché de l'emploi de nos jours
- **LES PROJETS** le financement de projet des réfugiés pour faciliter leur intégration locale
- **LA REINSTALLATION** nous sollicitons des programmes de réinstallations de tous les étudiants réfugiés au Sénégal ayant leur diplôme en poche, et cela dans tout pays prêt à nous accueillir sur son territoire et remplissant les conditions de réinstallation des réfugiés afin de nous assurer un avenir radieux et prospère

En Conclusion :

L'Association des étudiants réfugiés ivoiriens au Sénégal dénonce avec force l'attitude du HCR face aux manquements notés dans le traitement des réfugiés ; et se demande où part tout cet argent chiffré en millions de Dollar. Nous saisissons cette opportunité pour exhorter les Etats en général et **l'Etat du Sénégal en particulier au respect de leurs engagements vis-à-vis des accords internationaux qu'ils ont signés et ratifiés.**

NB : A l'heure où nous vous écrivons des Mauritanien(ne)s sont en grave de la faim depuis le 19 Juin 2012 devant les locaux du HCR à Liberté 6 Extension pour vous montrer encore une fois leur manque de considération pour les réfugiés

Pour plus d'info :

Voir sur Google « Association des Etudiants Réfugiés Ivoiriens au Sénégal »

Le président de l'association

Sangaré Mohamed Lamine

+22177 447 86 87